

CGT / GILETS JAUNES : convergences des revendications et des luttes

Chimie (0044) ● Caoutchouc (0045) ● Industrie pharmaceutique (0176) ● Répartition pharmaceutique (1621) ● Droguerie pharmaceutique (1555) ● Instruments à écrire (0715) ● Laboratoires d'Analyses Médicales (0959) ● Navigation de plaisance (1423) ● Officines (1996) ● Pétrole (1388) ● Plasturgie (0292) ● Négoce et prestations de services médico-techniques (1982) ●

Depuis plusieurs semaines la colère monte dans la population face aux injustices sociales et fiscales mises en place depuis des décennies par les gouvernements successifs au profit des plus riches, du grand capital. Macron a accéléré le processus en s'attaquant dès le début de son quinquennat aux droits sociaux et du travail de la population en favorisant les plus riches, en supprimant l'ISF, instaurant un prélèvement unique forfaitaire (PFU ou FLAT Taxe) sur les revenus du Capital.

Cette insurrection populaire bouleverse les habitudes et modalités revendicatives. Le mépris et le refus de Macron/Philippe de répondre aux besoins des citoyens a engendré le développement de violence lors des manifestations. On ne peut que constater et rejeter le fait que nombre de ces violences auraient pu être évitées si la prise en compte des revendications et une réponse rapide avaient été données.

Les responsables ne sont donc pas les Gilets Jaunes mais le Président et son gouvernement. Devant la colère, Macron se décide enfin à faire des propositions. Mais une nouvelle fois, plutôt que d'y répondre en répartissant différemment les richesses créées par les travailleurs, il profite de la situation pour dérouler son programme ultra libéral et anti social.

- **Augmentation de 100€ du SMIC:** cette mesure urgente mais insuffisante pour permettre à de nombreux salariés de se nourrir et de nourrir leurs familles sera financée en totalité ou presque uniquement par l'impôt. Les 3/4 de cette augmentation ne sont qu'une anticipation des mesures programmées sur la prime d'activité. Le quart restant intègre l'augmentation normale du coût de la vie pour 2019. En fait, ce ne sont que quelques euros, moins de 10, qui seraient redistribués.

- **Désocialisation et défiscalisation des heures supplémentaires...** Cette mesure sarkozienne qui va à l'encontre de lutte contre le chômage sera un manque à gagner pour les caisses de la Protection Sociale. Elle permettra aussi de faire travailler le salarié à moindre coût puisqu'il n'y aura pas de cotisations sociales ni dite « patronale ou salariale ».
- **Annulation de la hausse de CSG:** cela ne concernera que les retraités dont le revenu du foyer serait inférieur à 2 000 euros par mois.
- **Prime de fin d'année dans les entreprises:** elle ne seront pas obligatoires, donc au bon vouloir de l'employeur. Ce sera surtout un effet d'aubaine pour de nombreuses entreprises où cette prime existe déjà car, sur la partie inférieure à 1 000 euros, ils pourront la déclarer sans payer de cotisation.

L'ensemble des mesures coûterait entre 9 et 10 milliards d'euros selon les premières estimations, et cela sans que cela coûte un sous aux patrons! Tout sera payé par l'impôt et sur le manque de rentrée d'argent dans les caisses de la Protection sociale.

En fait, nous nous paierons nos propres augmentations de salaire net. Une nouvelle fois, la répartition se fait entre travailleurs, sans toucher au Capital ou à la valeur ajoutée des entreprises, dégagant encore plus de marge pour les dividendes des actionnaires. Les petits patrons, artisans et commerçants seront une fois de plus les dindons de la farce et auront à supporter la colère de leurs salariés qui ne bénéficieront de rien !

MACRON NE CHANGE PAS DE CAP NI DE STRATÉGIE, C'EST JUSTE SA COMMUNICATION QUI CHANGE !!!!

NOUS AVONS BESOIN DE VÉRITABLES MESURES SALARIALES, SOCIALES ET FISCALES !!

TOUS EN GRÈVE LES 14 ET 18 DÉCEMBRE !